



CONJONCTURE ECONOMIQUE

Tendances conjoncturelles

Deuxième trimestre 2026

Au deuxième trimestre 2026, l'économie de Saint-Pierre-et-Miquelon a présenté un bilan mitigé. La croissance de l'indice des prix à la consommation s'est accélérée et les importations de biens de consommation à destination des ménages ont accusé un repli. L'investissement des entreprises s'est inscrit dans la même tendance baissière, marqué par le recul des importations de biens d'équipement et de l'encours des crédits d'investissement. Le marché de l'emploi est, quant à lui, resté stable.

Parallèlement, la fréquentation touristique étrangère — hors croisières — a enregistré une légère contraction sur la période. À l'inverse, l'activité halieutique a progressé, principalement soutenue par la campagne de pêche à la coquille, tandis que le secteur du bâtiment et des travaux publics a tiré parti d'une dynamique positive portée par les chantiers privés, en particulier dans le segment du logement.

Un deuxième trimestre marqué par la hausse des prix

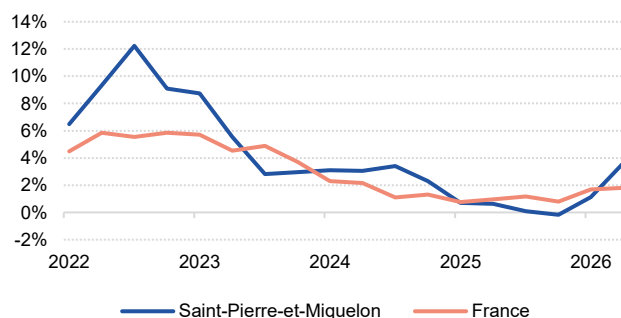
Une augmentation notable de l'indice des prix à la consommation

L'indice des prix à la consommation (IPC) a sensiblement augmenté au deuxième trimestre 2026, +3,6 % en glissement annuel, après +1,1 % au premier trimestre, bien au-delà de l'IPC de l'Hexagone (+1,8 %).

La hausse est portée par les prix de l'énergie (+16,6 % en rythme annuel), sous l'effet du relèvement successif des prix administrés des hydrocarbures en avril et mai, et de l'alimentation (+4,3 % en glissement annuel). La dynamique des prix alimentaires reflète les tensions observées sur les prix au Canada, notamment sur les viandes et les légumes frais en raison de conditions météorologiques défavorables et d'une contraction de l'approvisionnement ainsi que des cours toujours soutenus sur le café et le cacao.

Au cours de la période, l'euro s'est échangé, en moyenne, à 1,62 CAD. La parité a progressé de 2,6 % en un an.

Indice des prix à la consommation
(variation en glissement annuel)



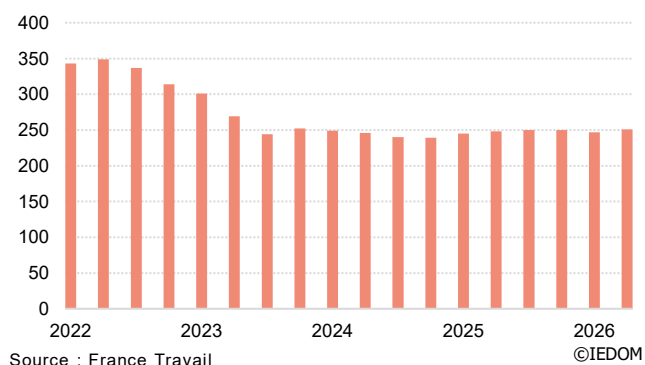
Sources : Insee, Préfecture

©IEDOM

Un marché du travail stable

Au deuxième trimestre 2026 le marché du travail s'est maintenu. 251 offres d'emplois ont été recensées par France Travail entre juin 2025 et juin 2026, niveau qui a peu varié depuis un an.

Offres d'emploi (en cumul annuel glissant)



Sur la période, le nombre de demandeurs d'emploi a baissé de 8,0 %. Ceux inscrits en catégorie A sont passés à 75 personnes en juin 2026, soit 6 de moins que l'année précédente.

Par ailleurs, les allocataires de la prime d'activité ont diminué de 34,0% sur la période.

Des importations à destination des ménages en repli

Au deuxième trimestre 2026, les importations de biens de consommation destinés aux ménages ont reculé de 7,0 % sur un an, portant leur baisse depuis le début de l'année à 2,5 %.

Les importations de biens durables ont chuté de 12,4 % au deuxième trimestre et de 11,1 % sur les six premiers mois de l'année sous l'effet du net repli des achats de véhicules (-30,8 % au premier semestre).

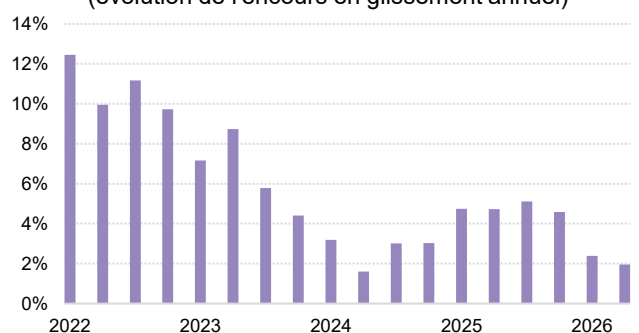
Les biens non durables se sont affichés également en retrait, avec une baisse de 12,6 % sur le trimestre et de 4,0 % sur l'ensemble du semestre.

Enfin les importations de biens alimentaires ont augmenté de 2,7 % sur l'ensemble du semestre malgré un repli de 1,6 % sur le trimestre.

Au deuxième trimestre 2026, l'encours des crédits à la consommation accordés aux ménages par les établissements de crédit installés localement a atteint 31,0 millions d'euros, en hausse de 4,2 % sur un an (contre 29,8 millions d'euros à fin juin 2025). Bien que positive, cette progression confirme le ralentissement de son rythme annuel amorcé au dernier trimestre 2025.

Parallèlement, l'encours d'épargne des ménages a enregistré une hausse de 6,4 % en glissement annuel.

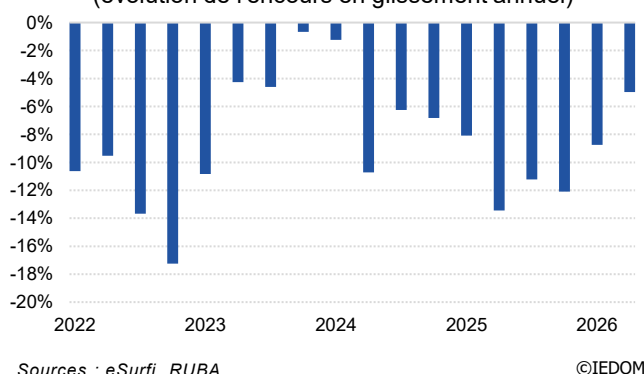
Crédits à l'habitat des ménages (évolution de l'encours en glissement annuel)



Un investissement des entreprises en berne

Le faible niveau d'investissement des entreprises s'est reflété au deuxième trimestre 2026 dans la baisse des importations de biens d'équipement, -8,8 % en rythme annuel, et de l'encours de leurs crédits d'investissement (-5 %). Au premier semestre, les importations de biens équipement reculent de 3,3 % sur un an.

Crédits d'investissement des entreprises (évolution de l'encours en glissement annuel)



En revanche, l'encours de crédit à l'habitat des ménages a évolué favorablement, en hausse de 2 % à fin juin.

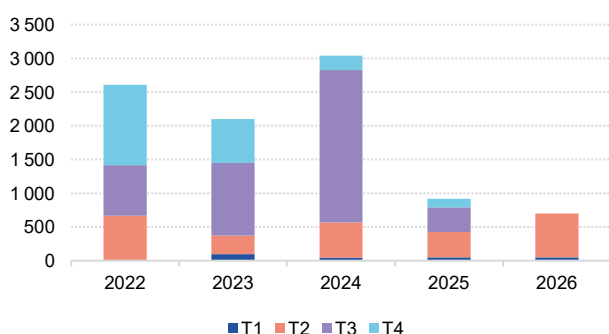
Un bilan nuancé dans les différents secteurs économiques

Une prépondérance de la pêche de la coquille

Au deuxième trimestre 2026, 649 tonnes de produits ont été débarquées contre seulement 375 tonnes un an auparavant, soit une augmentation de 73,2 % en glissement annuel. Cette hausse s'explique par le quasi triplement des volumes de coquille (582 tonnes contre 215 un an plus tôt), qui représentent 90 % du total pêché.

Le crabe des neiges, qui comptait pour un tiers des prises un an plus tôt, a diminué de 54,8 % (54 tonnes au deuxième trimestre 2026 contre 119 tonnes auparavant). Les professionnels du secteur imputent cette situation à la baisse de la disponibilité des ressources.

Prises de pêche
(en tonnes par trimestre)



Source : DTAM

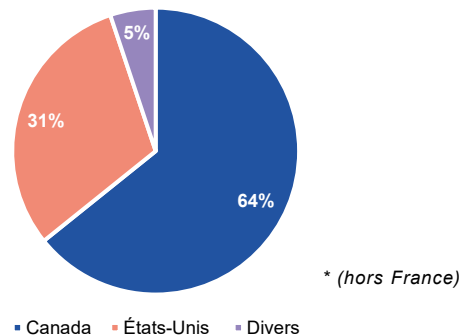
©IEDOM

Hors croisiéristes, une fréquentation touristique en repli

Durant le deuxième trimestre de l'année en cours, l'archipel a accueilli 5 402 touristes étrangers contre 3 859 au deuxième trimestre 2025, soit +40 % en glissement annuel. Cette évolution tient aux croisiéristes dont le nombre a doublé (2 825 contre 1 220 entre mars et juin 2025). Hors croisiéristes, la fréquentation touristique étrangère a été en léger repli de 2,2 % sur un an au deuxième trimestre et de 6,7 % depuis le début de l'année.

La fréquentation touristique étrangère de l'archipel est restée dominée par le marché nord-américain : au deuxième trimestre 2026, plus de neuf touristes sur dix en étaient issus.

Fréquentation touristique au T2 2026*
(en nombre de touristes, par pays d'origine)



* (hors France)

■ Canada ■ États-Unis ■ Divers

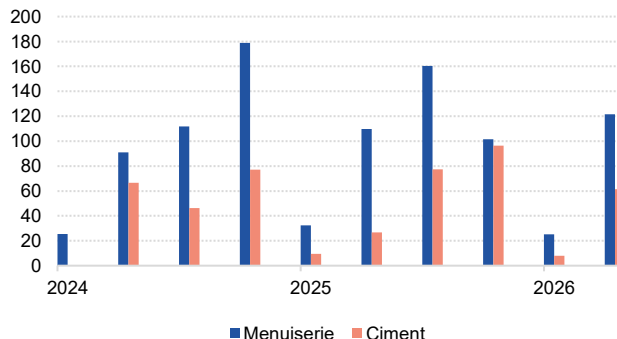
Source : Police aux frontières

©IEDOM

Une reprise de l'activité dans le secteur du BTP

Au deuxième trimestre 2026, l'activité dans le secteur des bâtiments et travaux publics est repartie à la hausse. En effet, les importations de ciment ont augmenté, atteignant plus de 205 tonnes. En 2025, à la même période, le secteur avait connu un fort repli, avec seulement 89 tonnes importées. Cette hausse semble portée par la dynamique des chantiers privés, et notamment de la construction de logements.

Variation des importations pour le BTP
(en volume, base 100 = T4 2021)



Source : Douanes

©IEDOM

Les importations de menuiserie et de pièces de charpente ont aussi connu une augmentation, toutefois plus modérée. En glissement annuel, les importations ont progressé de 11 %, passant de 42 tonnes en 2025 à presque 47 en 2026 à la même période.

Vigoureuse reprise au Canada

Après un début d'année timide (+0,1 %), la croissance canadienne rebondit fortement, affichant +0,8 % au deuxième trimestre 2026 (+3,3 % en rythme annuel). Elle est dynamisée par les exportations, qui progressent de 3,6 % sur le trimestre, ainsi que par l'investissement des entreprises (+2,3 %) et résidentiel (+2,5 %).

Le conflit au Moyen-Orient, qui pèse sur les chaînes d'approvisionnement en hydrocarbures, suscite des tensions inflationnistes. En effet, l'indice des prix à la consommation enregistre +2,8 % en rythme annuel en juin 2026 (+2,4 % en mars dernier), principalement sous la pression des prix de l'énergie (+14,3 %).

Le marché du travail reste peu animé. La baisse du taux de chômage, 6,5 % après 6,7 % au trimestre précédent, tient surtout au ralentissement démographique lié au durcissement des conditions d'immigration. Quant au taux d'emploi, il se stabilise à 60,8 % (60,9 % un an plus tôt).

Compte tenu des aléas de la conjoncture internationale (politique tarifaire des États-Unis, prolongation de la guerre dans la région du Golfe persique) et de la fragilité de l'activité dans le pays, la Banque du Canada, a maintenu le statu quo sur ses taux directeurs lors de sa réunion de juillet dernier. Ainsi, le taux cible du financement à un jour est toujours à 2,25 %.

Sources : Banque du Canada, Statistiques Canada

Incertitude géopolitique et prix élevés de l'énergie pèsent sur la croissance

Les tensions au Moyen-Orient alimentent les incertitudes de l'environnement international au deuxième trimestre 2026. Les prix de l'énergie demeurent élevés ; le prix du baril oscillant entre 90 et 100 dollars ; contrebalançant la dynamique insufflée par les investissements massifs réalisés dans les nouvelles technologies, intelligence artificielle en tête. Les perspectives de croissance mondiale restent stables, à 3,0 % pour l'exercice 2026 dans les dernières prévisions du FMI, mais masquent des situations contrastées.

À la faveur de leur rôle de leader de l'innovation dans l'intelligence artificielle et d'exportateurs nets d'énergie, les États-Unis résistent à cette incertitude. Cependant, la croissance du PIB US ralentit à 1,5 % au deuxième trimestre en rythme annualisé (après 2,1 % au trimestre précédent). L'inflation, malgré le ralentissement enregistré aux mois de juin et juillet, y reste sensiblement supérieure à l'objectif de 2 % de la Réserve Fédérale, entretenant une attente forte autour des futures évolutions des taux d'intérêt directeurs.

Importatrice nette d'énergie et desservie par une confiance des ménages en berne, la zone euro enregistre une croissance faible, bien que supérieure aux anticipations, à 0,4 % sur le trimestre. L'Espagne se distingue par un certain dynamisme de son économie (+0,7 %), alors que l'Italie et l'Allemagne enregistrent des performances plus modestes (+0,2 %). En France, la croissance rebondit au deuxième trimestre à +0,2 % après -0,1 % le trimestre précédent.

L'inflation a progressivement ralenti au cours du trimestre. Elle ressort à 2,8 % à fin juin dans la zone euro, niveau supérieur à la cible de 2 %. Le Conseil des gouverneurs de la Banque Centrale Européenne a maintenu le 26 juillet 2026 les taux d'intérêt directeurs inchangés, tout en surveillant de près l'intensité et la durée du choc énergétique, susceptibles d'alimenter une montée des prix dans la zone euro.

L'économie japonaise souffre elle aussi des coûts élevés de l'énergie, malgré l'effet de mesures fiscales en ayant amorti l'impact, entraînant un ralentissement de sa croissance, à 1,1 % au second semestre 2026 en rythme annualisé.

Les économies émergentes et en développement connaissent des évolutions contrastées, fonctions de leur dépendance aux importations d'énergie ou de leur insertion dans les chaînes de valeur internationales. L'économie indienne bénéficie toujours de perspectives de croissance élevées pour l'exercice 2026, malgré des anticipations de ralentissement en raison de sa dépendance aux importations d'énergie. Les prix élevés de l'énergie pèsent également sur l'économie chinoise, dont la croissance accuse un léger ralentissement au second trimestre, à 4,3 % sur un an, contre 5,0 % au trimestre précédent.

Sources : FMI (WEO, juin 2026), Banque de France (Projections macroéconomiques France, juin 2026, Bulletin économique de la BCE n°5/2026)

Toutes les publications de l'iedom sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : M. Urban ■ Responsable de la rédaction : M. Urban

Rédaction : D. Cattoen